ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RELATIF AUX ACTIVITES DE

L'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT, PROPARCO ET

EXPERTISE FRANCE

EN RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ci-après dénommés aux fins du présent Accord **„les Parties"**,

Rappelant que la République de Moldavie et la République Française sont animées par le désir de renforcer leurs liens d'amitié et de coopération;

Se réjouissant de leur volonté commune d'intensifier et d'élargir la coopération économique et financière entre les deux pays;

Reconnaissant que l'Agence française de développement (ci-après dénommée **„AFD"**) et sa filiale spécialisée dans le financement du développement du secteur privé, la Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Économique (ci-après dénommée **„PROPARCO"**), ainsi que l'Agence française d'expertise technique internationale, spécialisée dans la promotion de l'assistance technique et du savoir-faire français à l'étranger (ci-après dénommée **„Expertise France"**), qui constituent le Groupe AFD (ci-après dénommé **„Groupe AFD"**) accroissent leurs activités sur le territoire de la République de Moldavie;

Rappelant que le Groupe AFD est au cœur du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays en développement et qu'il exerce ses activités dans plus de 80 pays, grâce à son réseau d'une soixantaine de représentations locales;

Rappelant que l'AFD, établissement public industriel et commercial français dont les statuts sont définis par le Code monétaire et financier français,

- lutte contre la pauvreté, soutient la croissance économique et participe à la préservation des biens publics mondiaux dans les pays en développement, les pays émergents et les territoires français d'outre-mer;
- est placée sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, du ministère des Outre-mer et du ministère de l'Intérieur, met en œuvre la politique française d'aide au développement et agit sous le contrôle de ces ministères et en étroite collaboration avec eux;
- intervient principalement dans le cadre du programme d'investissements prioritaires de l'État d'accueil au moyen de dons, de prêts à long terme et de garanties accordés à l'État, aux collectivités locales, aux entreprises et institutions financières publiques ou privées, ou dans le cadre de prises de participation dans des entreprises opérant dans ses domaines d'intervention;

- propose également des prestations de conseil, de formation et d'assistance technique;

Rappelant que PROPARCO, créée en 1977 sous la forme d'une société de droit français:

- est une institution financière de développement, majoritairement détenue par l'AFD et dont le personnel est entièrement mis à disposition par l'AFD;
- a pour mission principale de favoriser les investissements privés dans les pays émergents et en développement en appui à la croissance, au développement durable et à la réalisation des Objectifs de développement durable;
- finance des opérations économiquement viables, socialement équitables, durables sur le plan environnemental et financièrement rentables;
- investit dans un champ géographique allant des grands pays émergents aux pays les plus pauvres, avec un degré élevé d'exigence en matière de responsabilité sociale et environnementale;
- propose une palette complète d'instruments financiers permettant de répondre aux besoins spécifiques des investisseurs privés dans les pays en développement (prêts, fonds propres, quasi-fonds propres, garanties et ingénierie financière);
- intervient uniquement lorsqu'aucune autre institution financière locale n'est en mesure de proposer des produits ou des services financiers similaires ou lorsque les institutions financières locales ont besoin d'une aide supplémentaire pour assurer un financement;

Rappelant qu'Expertise France, organisme du secteur public créé en 2014, devenu en 2021 une société de droit français avec un rôle d'opérateur de l'État français en matière de coopération technique:

- mobilise les savoir-faire français et internationaux en appui à la définition et à la mise en œuvre de politiques publiques apportant des réponses aux problèmes institutionnels, économiques, démographiques, sociaux et environnementaux;
- agit pour renforcer les politiques publiques des pays partenaires ainsi que, lors des principales étapes du cycle des projets (identification, formulation, mise en œuvre et suivi), en lien avec les pays bénéficiaires et les bailleurs, et propose un large éventail d'actions (mise à disposition de compétences à court et à long terme, organisation d'ateliers, de séminaires, de formations, de visites d'étude, etc.), en se fondant sur une approche intégrée des politiques publiques;
- apporte son savoir-faire et son appui aux autorités nationales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques dans le cadre de projets internationaux financés par des institutions publiques françaises ou européennes, des banques de développement, les pays bénéficiaires ou des fondations privées. Rappelant qu'il est

dans l'intérêt commun des Parties de conclure le présent Accord pour permettre au Groupe AFD d'apporter son assistance financière et technique à la République de Moldavie, conformément aux objectifs de développement économique et social de ce pays;

Prenant en considération le fait que les membres du Groupe AFD sont constitués conformément à la législation d'un État membre de l'Union européenne et que les grands principes régissant leur activité sont issus des dispositions de celle-ci;

Prenant en considération la perspective pour la législation de la République de Moldavie de respecter à l'avenir le cadre réglementaire de l'Union européenne, suite à l'engagement pris par ce pays de procéder à une harmonisation progressive de sa législation avec le droit de l'Union européenne, conformément à l'Accord d'association conclu entre l'Union européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part, le 27 juin 2014 (ci-après dénommé „**l'Accord d'association**");

Rappelant que, conformément à l'Accord d'association, les Parties sont convenues notamment de:

- contribuer au développement socio-économique de la République de Moldavie, par une vaste coopération dans un large éventail de domaines d'intérêt commun, tels que le renforcement de la coopération économique, la réduction de la pauvreté et le développement durable;

- respecter les principes de l'économie de marché et à parvenir à une intégration économique progressive au sein du marché intérieur de l'Union européenne;

- coopérer dans le domaine des services financiers en accord avec l'objectif visant à promouvoir la coopération entre les différents acteurs du système financier;

- veiller à un rapprochement important des réglementations et une vaste libéralisation de l'accès au marché.

Rappelant que le gouvernement de la République de Moldavie souhaite définir le cadre des activités du Groupe AFD et lui accorder certains privilèges et exemptions afin de faciliter l'accomplissement de sa mission, dans le cadre de la politique de la République de Moldavie en matière de financement du développement;

Prenant en compte la Convention pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu pour la prévention de la fraude et de l'évasion fiscales qui doit être signée entre les gouvernements de la France et de la Moldavie;

Par conséquent, en se fondant sur le respect des principes d'indépendance, d'égalité souveraine et de non-ingérence dans les affaires intérieures, le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD

Le Groupe AFD est autorisé à fournir une assistance financière et technique et à investir en République de Moldavie comme prévu dans le présent Accord et dans le respect de la législation moldave, sans préjudice des dispositions du présent Accord.

Le présent Accord a pour objet de préciser les règles applicables à l'établissement du bureau de représentation du Groupe AFD tel que visé au paragraphe 1 de l'article 7, ainsi qu'aux activités du Groupe AFD en République de Moldavie visées au paragraphe 1 de l'article 3. Il définit notamment les conditions juridiques, fiscales et financières applicables au bureau de représentation du Groupe AFD visées au paragraphe 1 de l'article 7, ainsi qu'aux activités du Groupe AFD en République de Moldavie visées au paragraphe 1 de l'article 3.

ARTICLE 2 – STATUT JURIDIQUE DU GROUPE AFD

2.1. Le Groupe AFD jouit de la personnalité et de la capacité juridiques nécessaires à l'exercice de ses activités en République de Moldavie et peut, à ce titre, conclure des contrats, acquérir et céder des biens mobiliers et immobiliers, ainsi qu'ester en justice.

2.2. Pour entreprendre les activités prévues à l'article 3 du présent Accord, le Groupe AFD peut:

a) mener toute activité nécessaire à l'accomplissement de ses missions telles que décrites dans le présent Accord et dans le respect de la législation moldave ;

b) négocier et conclure tout type de contrat;

c) accepter tout type de garantie ou de sûreté;

d) employer du personnel de toute nationalité;

e) ouvrir et détenir un compte bancaire afin de mener ses activités.

ARTICLE 3 - ACTIVITÉS DU GROUPE AFD AUTORISÉES EN RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE

3.1. Le groupe AFD peut mener les seules activités suivantes:

a) apporter un soutien financier sous la forme de prêts, de dons ou de garanties, en euros, en dollars des États-Unis ou dans toute autre devise, fournir toute forme d'assistance financière ou technique en République de Moldavie, aux entreprises publiques ou privées et aux établissements financiers et bancaires publiques et privées, ainsi qu'aux associations ou organisations publiques ou privées nationales ou internationales, ou encore à toute personne morale ayant son siège en République de Moldavie;

b) faire l'acquisition auprès de tout vendeur de participations dans toute entreprise, quel qu'en soit le statut, investir dans des fonds d'investissement, aliéner ou céder ses participations ou ses parts à toute personne, qu'elle soit de nationalité moldave ou d'une autre nationalité;

c) réaliser des prestations de conseil, d'assistance technique, de formation ou des études auprès d'entités publiques ou privées.

3.2 Chacune des activités mentionnées ci-dessus fait l'objet d'un contrat spécifique définissant les obligations et engagements des parties concernées par l'activité ou l'opération en question.

3.3 Compte tenu du statut du Groupe AFD décrit dans le préambule du présent Accord, le Groupe AFD n'est pas tenu d'obtenir une autorisation ou une licence en Moldavie pour y exercer ses activités prévues à l'article 3 du présent Accord, sans préjudice des autorisations ou licences que les représentations locales du Groupe AFD pourraient être tenues d'obtenir, si la législation moldave l'exige.

3.4 Les contrats conclus par l'AFD dans l'exercice de ses activités avec toute entité moldave, publique ou privée, sont régis par le droit français et relèvent de la compétence des tribunaux français ou d'un tribunal international d'arbitrage choisi d'un commun accord par les parties contractantes. Les décisions rendues sont reconnues et exécutées sur le territoire de la République de Moldavie dans le respect des exigences de sa législation nationale.

3.5. Toute acquisition, transfert ou cession de participations au capital de sociétés du secteur financier, quel qu'en soit le statut, notamment les participations dans les banques, les compagnies d'assurance, les prestataires de services de paiement et les émetteurs de monnaie électronique, est réalisé dans le respect de la législation moldave. Aucune disposition du présent Accord ne saurait être interprétée comme conférant au Groupe AFD le droit d'acquérir, de transférer ou de céder des participations au capital d'entreprises mentionnées dans le présent paragraphe, quel qu'en soit le statut, sans respecter les dispositions de la législation moldave.

ARTICLE 4 - NON-APPLICATION DES RÉGLEMENTATIONS BANCAIRES AU GROUPE AFD

4.1 L'AFD et PROPARCO dirigent exclusivement leurs activités et opérations depuis leur siège situé en France et celles-ci sont considérées comme des opérations transfrontalières.

4.2 Les entités du Groupe AFD et leur représentation, telles que définies à l'article 7 du présent Accord, n'ont pas le statut de banque ou d'un quelconque autre établissement financier et bancaire et ne mènent pas en République de Moldavie les activités qui sont exclusivement permises à de telles entités.

ARTICLE 5 - CONVERTIBILITE ET TRANSFERTS

5.1 Le Groupe AFD, ainsi que:

(i) tout bénéficiaire d'un financement du Groupe AFD ou tout garant de ce financement; et

(ii) toute banque moldave ou étrangère, dûment autorisée par la Banque nationale de Moldavie, responsable du transfert de fonds,

sont autorisés à convertir en devises étrangères, au taux de change convenu entre l'organisme de change et le détenteur des fonds à la date de la conversion, et à transférer hors du territoire de la République de Moldavie tout montant dû au Groupe AFD, notamment les sommes correspondant au remboursement de financements, principal et intérêts, intérêts de retard, frais annexes, ou toute autre somme due résultant de l'accomplissement ou de l'achèvement des activités du Groupe AFD en République de Moldavie.

5.2 Le Groupe AFD est également autorisé à:

(i) détenir en République de Moldavie des comptes bancaires libellés dans quelque devise que ce soit;

(ii) convertir en devises étrangères, au taux de change convenu avec le Groupe AFD à la date de la conversion, toute somme qui lui est due en lien avec ses activités en République de Moldavie telles que listées au paragraphe 1 de l'article 3 du présent Accord; et

(iii) transférer hors du territoire de la République de Moldavie toute somme en devises étrangères, comme mentionné au second alinéa du présent paragraphe.

5.3. Le Groupe AFD peut effectuer, lors de la mise en œuvre de prêts ou de toute autre opération financière, des paiements directs aux fournisseurs ou aux co-contractants de l'emprunteur ou du bénéficiaire concerné qui ne sont pas établis sur le territoire de la République de Moldavie.

5.4 Les banques dûment autorisées à exercer leurs activités en République de Moldavie peuvent:

(i) convertir des lei moldaves reçus des débiteurs du Groupe AFD en toute devise étrangère, au taux de change convenu avec le Groupe AFD à la date de la conversion; et

(ii) transférer lesdites devises étrangères sur les comptes bancaires du Groupe AFD en France ou à l'étranger.

5.5 Toute activité mentionnée à l'article 5 du présent Accord est régie par la législation de la République de Moldavie, notamment sa législation relative aux opérations de change, ainsi que par les engagements pris par les Parties en matière de protection des investissements conformément à l'Accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, et les engagements pris par les Parties en matière de paiements et de mouvements de capitaux courants conformément à l'Accord d'association du 27 juin 2014 entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part.

ARTICLE 6 – STATUT FISCAL

6.1 Le Groupe AFD, ses biens et ses revenus en Moldavie issus des activités visées au paragraphe 1 de l'article 3 du présent Accord sont exonérés de tout impôt, direct ou indirect (notamment de taxe sur la valeur ajoutée), de toute retenue ou de toute redevance de toute nature, à l'exception des retenues visées au paragraphe 5 du présent article.

6.2 Les exonérations visées au paragraphe 1 du présent article s'appliquent notamment:

a) à tout impôt ou droit, direct ou indirect, résultant de la conclusion ou de la mise en œuvre des accords signés dans le cadre des activités du Groupe AFD conformément au paragraphe 1 de l'article 3 du présent Accord;

b) aux salaires et à tout type d'émoluments versés par le Groupe AFD à ses employés qui ne sont pas des ressortissants moldaves ou qui ne résident pas en

Moldavie s'agissant des activités visées au paragraphe 1 de l'article 3 du présent Accord.

6.4 Aucune entité publique qui verse des intérêts, des dividendes, des commissions, des honoraires ou toute autre somme au Groupe AFD, n'est tenue de retenir ou de déduire une quelconque taxe ou un quelconque montant sur les sommes dues au Groupe AFD.

6.5 Les entités privées qui versent des intérêts, des dividendes, des commissions, des honoraires ou toute autre somme au Groupe AFD, tel que prévu par la Convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de la fraude et de l'évasion fiscales, sont tenues de prélever tout impôt conformément aux dispositions de ladite Convention. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et pour la prévention de la fraude et de l'évasion fiscales, les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent également aux revenus d'activité menées par le Groupe AFD avec des entités privées.

6.6 Le Groupe AFD est exempté de toute obligation déclarative fiscale en Moldavie s'agissant de ses activités visées au paragraphe 1 de l'article 3 du présent Accord.

ARTICLE 7 – REPRÉSENTATION LOCALE DU GROUPE AFD – STATUT DES EMPLOYÉS

7.1 Représentation du Groupe AFD en Moldavie

a) Le Groupe AFD est autorisé, sans être soumis à aucune formalité, à ouvrir une représentation à Chişinău ou en tout autre lieu en Moldavie (ci-après dénommée la ou les „**Représentations**"), afin d'exercer les activités visées au deuxième point du présent alinéa, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne de la République de Moldavie.

Le gouvernement de la République de Moldavie facilite l'ouverture et le fonctionnement de toute Représentation conformément au présent Accord. La ou les Représentations du Groupe AFD en Moldavie sont autorisées à mener uniquement l'identification des projets que le Groupe AFD pourrait mettre en œuvre en Moldavie, la préparation et la négociation des documents liés à ces projets ainsi que le suivi de leur mise en œuvre.

Conformément à l'article 4, „Non-application des réglementations bancaires au Groupe AFD", du présent Accord, les activités de toute Représentation, telles que

visées au deuxième point du présent alinéa, ne sont pas soumises aux lois ou à la réglementation applicables aux banques exerçant leurs activités en Moldavie. Aucune des entités du Groupe AFD, ni sa ou ses Représentations ne bénéficient du statut d'établissements permanents en Moldavie au titre de la réglementation fiscale.

b) Toute Représentation bénéficie des facilités suivantes:

- exonération de droits de douane, d'impôts et d'obligation de collecte ou de paiement de tels droits de douanes ou de tels impôts sur les équipements nécessaires à l'activité de la Représentation;
- exonération de tout impôt, y compris, le cas échéant, de la taxe sur la valeur ajoutée (ou de son équivalent) sur les achats de la Représentation pour ses activités en Moldavie;
- la Représentation, ses biens et ses avoirs sont exempts de perquisition, de confiscation, de réquisition et d'expropriation;
- la correspondance et les archives de la Représentation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou en sa possession, sont inviolables, et les autorités moldaves ne peuvent pénétrer dans les locaux de la Représentation sans l'autorisation préalable du Groupe AFD;
- les dettes, créances ou autres obligations résultant des conventions de crédit, des subventions ou des garanties consenties ou gérées par le Groupe AFD bénéficient d'une protection absolue contre toute forme de confiscation, saisie ou mesure d'exécution forcée engagée à l'encontre du Groupe AFD ou de sa ou ses Représentations.

c) Le gouvernement de la République de Moldavie s'engage à ne nationaliser ni exproprier aucune propriété, aucun actif ou aucun fonds du Groupe AFD ou de sa ou ses Représentations, et à ne prendre aucune mesure qui aurait pour conséquence une impossibilité de jouissance, une nationalisation ou une expropriation desdites propriétés ou desdits actifs ou fonds.

Si une mesure de cette nature est adoptée pour des raisons d'intérêt général caractérisé, une indemnisation appropriée sera octroyée au Groupe AFD, sans délai et dans une devise librement convertible. L'indemnisation financière sera fixée d'un commun accord, au prix du marché déterminé indépendamment, et acceptée par les Parties.

7.2 Personnel expatrié du Groupe AFD

a) Le Groupe AFD détermine le nombre et les qualifications des membres de son personnel ne possédant pas la nationalité moldave et n'étant pas titulaires d'un visa de

résident en République de Moldavie (ci-après dénommés les „**Employés expatriés**") qu'il estime nécessaires au bon fonctionnement de sa ou ses Représentations.

Le Groupe AFD supporte le coût total des salaires, des indemnités et du transport des Employés expatriés. Ces employés bénéficient des régimes de sécurité sociale et de retraite français et ne sont donc pas assujettis aux dispositions pouvant s'appliquer en République de Moldavie dans ces domaines. En particulier, le Groupe AFD n'a pas à payer les cotisations normalement supportées par l'employeur dans le cadre des régimes sociaux moldaves.

b) Le gouvernement de la République de Moldavie facilite l'entrée, le séjour, la résidence, la liberté de circulation et les formalités de sortie des Employés expatriés et de leur conjoint, de leur partenaire et de tout membre de leur famille à leur charge.

c) Le gouvernement de la République de Moldavie octroie aux Employés expatriés et à leur conjoint, à leur partenaire et à tout membre de leur famille à leur charge les facilités suivantes, qui ne sauraient outrepasser les facilités octroyées par la République de Moldavie aux membres du personnel technique et administratif affectés dans des missions diplomatiques accréditées en République de Moldavie en vertu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961:

- délivrance d'un permis d'entrée et de visas à entrées multiples et délivrance de titres de séjour sur le territoire moldave, conformément aux dispositions du cadre juridique s'appliquant aux étrangers en République de Moldavie;
- droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets personnels lors de leur première prise de fonction en République de Moldavie;
- délivrance de toute autorisation nécessaire au libre transfert des effets personnels à destination et en provenance de la République de Moldavie;
- délivrance au conjoint ou au partenaire de l'Employé expatrié d'un permis de travail valide pour la même période que le visa ou le permis d'entrée de l'Employé expatrié concerné, permettant au conjoint ou au partenaire de travailler en République de Moldavie, conformément aux dispositions du cadre juridique s'appliquant aux étrangers en République de Moldavie.

d) Le gouvernement de la République de Moldavie octroie aux Employés expatriésl'immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité ne saurait les exempter de la juridiction de la Partie française.

7.3 Membres du personnel du Groupe AFD de nationalité moldave ou résidant en République de Moldavie

Dans le cadre de ses activités en République de Moldavie, le Groupe AFD peut employer des salariés de nationalité moldave ou résidant en République de Moldavie, conformément aux lois et à la réglementation moldaves en matière de droit du travail et de sécurité sociale.

Lesdits salariés jouissent de l'immunité de juridiction pour les seuls actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

7.4 Missions temporaires en République de Moldavie

Afin de mener à bien ses activités en République de Moldavie, le Groupe AFD peut y envoyer des missions temporaires ou mandater des consultants dans le cadre de ses activités.

Le gouvernement de la République de Moldavie prend les mesures nécessaires pour que les membres des missions temporaires obtiennent dans des délais réduits les autorisations nécessaires à leur entrée, à leur séjour et à leur sortie du territoire de la République de Moldavie.

En ce qui concerne la réglementation en matière d'immigration, les membres de ces missions temporaires bénéficient de la réglementation applicable aux personnels en mission des institutions internationales de financement du développement qui mènent des activités en République de Moldavie.

Le gouvernement de la République de Moldavie octroie aux membres des missions temporaires l'immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Ces immunités ne sauraient les exempter de la juridiction de la Partie française.

ARTICLE 8 – MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

8.1. Afin de faciliter les démarches du Groupe AFD pour la mise en œuvre de ses activités, la République de Moldavie transmet toutes les informations nécessaires à ses entités afin de permettre la pleine mise en œuvre du présent Accord dans les meilleurs délais ; elle prend toutes les mesures internes nécessaires à cet effet.

8.2. À compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, le Groupe AFD est autorisé à présenter le présent Accord, soit en s'y référent, soit en en produisant une copie, devant toute autorité, tout fonctionnaire et, de manière générale, devant toute administration publique de la République de Moldavie. Pour permettre aux bénéficiaires de financements de toute entité du Groupe AFD ou à ses co-contractants de demander l'application des droits énoncés dans le présent Accord, le Groupe AFD est autorisé à en communiquer une

copie auxdits bénéficiaires ou co-contractants, afin qu'ils puissent la présenter aux autorités concernées.

8.3. Le Groupe AFD soutient les principes d'une coopération efficace au service du développement, notamment l'utilisation, autant que faire se peut, des institutions et systèmes nationaux du pays d'accueil dans la mise en œuvre de son aide en République de Moldavie.

Afin de tirer le meilleur parti des ressources disponibles, les Parties s'efforcent de mettre en œuvre l'aide en étroite coopération et concertation avec d'autres pays donateurs, bailleurs de fonds internationaux et institutions financières internationales conformément aux principes internationaux de l'efficacité de l'aide.

Le Groupe AFD tient les autorités de la République de Moldavie informées de l'étendue et des objectifs de ladite coopération s'agissant de l'aide octroyée par le Groupe AFD en République de Moldavie en dehors du secteur public du pays d'accueil.

ARTICLE 9 – ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE, DÉNONCIATION ET MODIFICATION

9.1 Entrée en vigueur

Chacune des Parties notifie par écrit à l'autre Partie l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière notification.

Immédiatement après l'entrée en vigueur du présent Accord, le gouvernement de la République de Moldavie, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, procède à l'enregistrement du présent Accord auprès du Secrétariat des Nations Unies. Le gouvernement de la République française sera informé dudit enregistrement par la transmission du numéro d'enregistrement des Nations Unies, dès réception de la confirmation de la part du Secrétariat des Nations Unies.

Le présent Accord s'applique aux contrats en cours conclus par toute entité du Groupe AFD en République de Moldavie.

9.2 Amendements au présent Accord

Les Parties peuvent, à tout moment et d'un commun accord, amender par écrit le présent Accord. Tout amendement prend effet après l'accomplissement par chacune

des Parties des procédures internes requises en ce qui la concerne et fait partie intégrante du présent Accord.

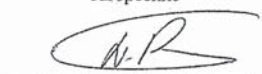
9.3 Règlement des différends

Tout différend entre les Parties découlant de l'interprétation ou de la mise en œuvre du présent Accord est réglé à l'amiable par des négociations menées par la voie diplomatique directement entre les Parties.

9.4 Durée et dénonciation

Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé à tout moment par chacune des Parties, moyennant un préavis écrit de six (6) mois notifié par la voie diplomatique à l'autre Partie. Dans ce cas, le présent Accord cesse d'être en vigueur dans un délai de six (6) mois après la date de réception de la notification. La dénonciation du présent Accord n'emporte pas de conséquence pour les contrats en cours conclus pendant la période de validité du présent Accord.

Fait à Chisinau, le 15 Juin 2022, en deux exemplaires originaux, en langues française et roumaine, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de Moldavie	Pour le Gouvernement de la République française
Nicolae POPESCU	**Catherine COLONNA**
Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne	Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
	

ACORD

ÎNTRE GUVERNUL REPUBLICII MOLDOVA

ŞI GUVERNUL REPUBLICII FRANCEZE

PRIVIND ACTIVITĂŢILE AGENŢIEI FRANCEZE

PENTRU DEZVOLTARE, PROPARCO

ŞI EXPERTISE FRANCE ÎN REPUBLICA MOLDOVA

GUVERNUL REPUBLICII MOLDOVA
ŞI GUVERNUL REPUBLICII FRANCEZE,

Denumite în continuare, în sensul prezentului Acord, „**Părţile**",

Reamintind faptul că Republica Moldova şi Republica Franceză sunt motivate de dorinţa de a-şi consolida legăturile de prietenie şi cooperare;

Salutând dorinţa comună de a intensifica şi extinde cooperarea economică şi financiară dintre cele două ţări;

Recunoscând faptul că Agenţia franceză pentru dezvoltare (*Agence française de développement,* denumită în continuare „**AFD**") şi filiala acesteia specializată în finanţarea dezvoltării sectorului privat, *Société de Promotion et de Participation pour la Coopération Économique* (denumită în continuare „**PROPARCO**"), precum şi *Agence française d'expertise technique internationale*, specializată în promovarea asistenţei tehnice şi a expertizei franceze în străinătate (denumită în continuare „**Expertise France**") care formează Grupul AFD (denumit în continuare „**Grupul AFD**") îşi desfăşoară activităţile pe teritoriul Republicii Moldova;

Reamintind faptul că Grupul AFD ocupă o poziţie centrală în dispozitivul francez pentru acordarea de asistenţă oficială pentru ţările în curs de dezvoltare şi îşi desfăşoară activitatea în peste 80 de ţări prin intermediul reţelei sale de aproximativ 60 de reprezentanţe locale;

Reamintind faptul că AFD, entitate publică industrială şi comercială franceză a cărui statut este definit în Codul monetar şi financiar francez (*Code Monétaire et Financier*):

- combate sărăcia, sprijină creşterea economică şi se implică în conservarea bunurilor publice globale în ţările în curs de dezvoltare, ţările emergente şi teritoriile franceze de peste mări;
- este supravegheată de Ministerul francez al Europei şi Afacerilor Externe, Ministerul Economiei, Finanţelor şi Suveranităţii industriale şi digitale, Ministerul teritoriilor franceze de peste Mări şi Ministerul de Interne; implementează politica franceză de asistenţă pentru dezvoltare şi acţionează sub controlul şi în strânsă colaborare cu ministerele respective;
- îşi desfăşoară activitatea, în primul rând, în cadrul programului de investiţii prioritare al statului gazdă prin granturi, împrumuturi pe termen lung şi garanţii acordate statului, autorităţilor publice locale, instituţiilor financiare şi întreprinderilor publice şi private, sau sub formă de achiziţie de participaţiuni la întreprinderi care îşi desfăşoară activitatea în ariile de intervenţie ale acesteia;
- acordă, de asemenea, servicii de consultanţă, instruire şi asistenţă tehnică;

Reamintind că PROPARCO, înființată în anul 1977 sub forma unei societăți de drept francez:

- este o instituție financiară de dezvoltare, deținută majoritar de AFD și al cărei personal este asigurat integral de AFD;
- are drept scop principal promovarea investițiilor private în țările emergente și în curs de dezvoltare pentru a sprijini creșterea, dezvoltarea durabilă și realizarea Obiectivelor de Dezvoltare Durabilă (ODD);
- finanțează operațiuni economic-viabile, social-echitabile, ecologic-sustenabile și financiar-rentabile;
- investește într-o zonă geografică care se extinde de la principalele țări emergente până la cele mai sărace țări, cu cerințe mari privind responsabilitatea socială și de mediu;
- oferă o gamă largă de instrumente financiare pentru a contribui la abordarea necesităților specifice ale investitorilor privați din țările în curs de dezvoltare (împrumuturi, capitaluri proprii, instrumente de cvasi-capitaluri proprii, garanții și instrumente de inginerie financiară);
- intervine numai atunci când nicio altă instituție financiară locală nu poate să ofere produse sau servicii financiare similare sau atunci când instituțiile financiare locale au nevoie de sprijin suplimentar pentru a acorda finanțare;

Reamintind faptul că Expertise France, entitate din sectorul public înființată în anul 2014 și transformată în societate de drept francez în anul 2021, cu rolul de operator al Statului Francez pentru cooperare tehnică:

- mobilizează expertiza franceză și internațională pentru a sprijini definirea și punerea în aplicare a politicilor publice care răspund provocărilor instituționale, economice, demografice, sociale și de mediu;
- intervine pentru a consolida politicile publice în țările partenere și, în colaborare cu țările beneficiare și donatorii, în principalele etape ale proiectului (identificare, formulare, implementare și monitorizare) și oferă o gamă largă de intervenții (expertiză pe termen scurt și lung, organizare de ateliere, seminarii, instruire, vizite de studiu etc.) bazate pe o abordare integrată a politicilor publice;
- acordă expertiză și sprijin autorităților naționale la elaborarea și implementarea politicilor publice în cadrul proiectelor internaționale finanțate de instituții publice franceze sau europene, bănci de dezvoltare, țări beneficiare sau fundații private. Reamintind că este în interesul comun al Părților să încheie prezentul Acord pentru a permite Grupului AFD să acorde asistență financiară și tehnică în Republica Moldova în conformitate cu obiectivele de dezvoltare economică și socială a Republicii Moldova;

Ținând cont de faptul că membrii Grupului AFD sunt constituiți în conformitate cu legislația unui stat membru al Uniunii Europene, iar principiile fundamentale care guvernează activitatea acestora sunt derivate din prevederile acesteia;

Ținând cont de perspectivele de conformare a legislației Republicii Moldova cu cadrul de reglementare al Uniunii Europene, în baza angajamentului Republicii Moldova de a realiza armonizarea treptată a legislației sale cu dreptul Uniunii Europene, în conformitate cu Acordul de Asociere încheiat între Uniunea Europeană și Comunitatea Europeană a Energiei Atomice și Statele Membre ale acestora, pe de o parte, și Republica Moldova, pe de altă parte, din 27 iunie 2014 (denumit în continuare „**Acordul de Asociere**");

Reamintind că, conform Acordului de Asociere, Părțile au convenit, printre altele:

- să contribuie la dezvoltarea socio-economică a Republicii Moldova, prin cooperare amplă într-un spectru larg de domenii de interes comun, cum sunt consolidarea cooperării economice, reducerea sărăciei și dezvoltarea durabilă;

- să susțină principiile economiei de piață și să urmărească integrarea economică treptată pe Piața Internă a Uniunii Europene;

- să coopereze în domeniul serviciilor financiare, în conformitate cu obiectivul de promovare a cooperării între diferiți actori ai sistemului financiar;

- să asigure apropierea semnificativă a reglementărilor și liberalizarea extinsă a accesului pe piață.

Reamintind că Guvernul Republicii Moldova dorește să definească cadrul de activitate al Grupului AFD și să acorde anumite privilegii și scutiri Grupului AFD pentru a facilita îndeplinirea misiunii sale în cadrul politicii Republicii Moldova de finanțare pentru dezvoltare;

Având în vedere Convenția care urmează să fie semnată între Guvernul Republicii Moldova și Guvernul Republicii Franceze pentru evitarea dublei impuneri și prevenirea evaziunii și fraudei fiscale cu privire la impozitele pe venit;

În consecință, pe baza respectării principiilor independenței, egalității suverane și neamestecului în afacerile interne, Guvernul Republicii Moldova și Guvernul Republicii Franceze au convenit următoarele:

ARTICOLUL 1 – SCOPUL ACORDULUI

Grupul AFD este autorizat să acorde asistență financiară și tehnică și să investească în Republica Moldova, așa cum se prevede în prezentul Acord și în conformitate cu legislația Republicii Moldova, fără a aduce atingere prevederilor prezentului Acord.

Scopul prezentului Acord este de a specifica regulile aplicabile înființării reprezentanței Grupului AFD, așa cum este menționat la articolul 7.1, și activităților Grupului AFD în Republica Moldova, așa cum este descris la articolul 3.1. Acordul definește inter alia condițiile juridice, fiscale și financiare aplicabile biroului de reprezentanță a Grupului AFD descrise la articolul 7.1 și cele aplicabile activităților Grupului AFD în Republica Moldova, descrise în articolul 3.1.

ARTICOLUL 2 – STATUTUL JURIDIC AL GRUPULUI AFD

2.1 Grupul AFD se bucură de personalitate juridică și de capacitatea juridică necesară pentru a-și desfășura activitățile în Republica Moldova și poate, în această calitate, să încheie contracte, să achiziționeze și să cedeze bunuri mobile și imobile și să participe în procedurile judiciare

2.2 Grupul AFD poate, în scopul desfășurării activităților prevăzute la articolul 3 din prezentul Acord:

a) exercita orice activitate necesară îndeplinirii misiunilor descrise în prezentul Acord și în conformitate cu legislația Republicii Moldova;

b) negocia și încheia orice tip de contract;

c) accepta orice tip de garanție sau cauțiune;

d) angaja personal de orice naționalitate;

e) deschide și deține un cont bancar în scopul activităților sale.

ARTICOLUL 3 – ACTIVITĂȚILE GRUPULUI AFD AUTORIZATE ÎN REPUBLICA MOLDOVA

3.1 Grupul AFD poate desfășura numai următoarele activități:

a) poate să ofere sprijin financiar sub formă de împrumuturi, granturi sau garanții, în euro, dolari SUA sau în orice altă monedă, precum și orice formă de asistență financiară sau tehnică în Republica Moldova întreprinderilor publice sau private și entităților din sectorul financiar publice și private, precum și asociațiilor sau organizațiilor publice sau private naționale sau internaționale, sau oricărei persoane juridice cu sediul în Republica Moldova;

b) poate să achiziționeze participațiuni în capitalul propriu al tuturor companiilor (indiferent de forma acestora) de la orice vânzător, să investească în fonduri de investiții și să înstrăineze sau să cedeze participațiunile sau acțiunile sale oricărei persoane cu cetățenie moldovenească sau alta;

c) poate să acorde servicii de consultanță, asistență tehnică, instruire și studii entităților publice sau private.

3.2 Fiecare dintre activitățile menționate mai sus va face obiectul unui contract specific prin care se definesc obligațiile și angajamentele părților vizate de activitatea sau operațiunea în cauză.

3.3 Având în vedere statutul Grupului AFD descris în preambulul prezentului Acord, Grupul AFD nu va fi supus cerinței de a obține autorizație sau licență în Republica Moldova pentru a-și desfășura activitățile menționate la articolul 3 din prezentul Acord, fără a aduce atingere autorizațiilor sau licențelor pe care reprezentanțele locale ale Grupului AFD ar putea avea nevoie să le obțină, în cazul în care legislația Republicii Moldova prevede acest lucru.

3.4 Contractele încheiate de AFD în exercitarea activităților sale, cu orice entitate publică sau privată din Republica Moldova, vor fi guvernate de legea franceză și vor fi supuse competenței unei jurisdicții franceze sau a unei curți internaționale de arbitraj alese de comun acord de Părțile contractante. Hotărârile pronunțate se recunosc și se execută pe teritoriul Republicii Moldova conform cerințelor legislației naționale.

3.5. Orice achiziție, transfer sau cesiune de participațiuni în capitalurile proprii ale companiilor (indiferent de forma acestora) din sectorul financiar, mai ales participațiunile la bănci, companii de asigurări, furnizori de servicii de plată și emitenți de monedă electronică, se va realiza conform legislației Republicii Moldova. Nicio prevedere din prezentul Acord nu va fi interpretată ca conferind Grupului AFD dreptul de a dobândi, transfera sau ceda participațiunile în capitalul social al companiilor menționate în prezentul alineat, indiferent de forma acestora, fără a respecta prevederile legislației Republicii Moldova.

ARTICOLUL 4 – NEAPLICAREA REGLEMENTĂRILOR BANCARE GRUPULUI AFD

4.1 Activitățile și operațiunile AFD și PROPARCO sunt conduse numai de la sediul central situat în Franța, iar astfel de activități și operațiuni vor fi considerate operațiuni transfrontaliere.

4.2 Entitățile Grupului AFD și Reprezentanța acestora (așa cum sunt definite în articolul 7 din prezentul Acord) nu vor avea statutul de bancă sau de nicio altă entitate din sectorul financiarși nu vor desfășura acele activități care sunt permise în Republica Moldova numai entităților respective.

ARTICOLUL 5 – CONVERTIBILITATE ŞI TRANSFERURI

5.1 Grupul AFD, precum şi:

(i) orice beneficiar de finanţare din partea Grupului AFD sau orice garant al unei astfel de finanţări; şi

(ii) orice bancă din Republica Moldova sau bancă străină, autorizată în mod corespunzător de către Banca Naţională a Moldovei, responsabilă de transferul de fonduri,

sunt autorizaţi să convertească în valută străină, la cursul de schimb convenit între o organizaţie de schimb valutar şi deţinătorul fondurilor la data conversiei, şi să transfere în afara teritoriului Republicii Moldova orice sume datorate Grupului AFD, îndeosebi sumele corespunzătoare rambursării finanţărilor, atât suma datoriei principale, cât şi a dobânzilor, dobânzilor de întârziere, taxelor adiţionale, precum şi toate celelalte sume datorate rezultate din exercitarea sau finalizarea activităţilor Grupului AFD în Republica Moldova.

5.2 Grupul AFD este, de asemenea, autorizat:

(i) să deţină conturi bancare în Republica Moldova în orice monedă,

(ii) să convertească în valută străină, la cursul de schimb convenit cu Grupul AFD la data conversiei, orice sume care i se cuvin în legătură cu activităţile sale din Republica Moldova, astfel cum sunt enumerate la articolul 3.1 din prezentul Acord; şi

(iii) să transfere în afara teritoriului Republicii Moldova orice sume în valută străină, astfel cum prevede al doilea alineat al prezentului paragraf.

5.3 Grupul AFD poate efectua, la implementarea împrumuturilor sau a oricăror alte operaţiuni financiare, plăţi directe către furnizori sau co-contractanţi ai împrumutatului sau beneficiarului în cauză, care nu sunt stabiliţi pe teritoriul Republicii Moldova.

5.4 Băncile autorizate în mod corespunzător să-şi desfăşoare activitatea în Republica Moldova pot:

(i) converti lei moldoveneşti primiţi de la debitorii Grupului AFD în orice valută străină, la cursul de schimb convenit cu Grupul AFD la data conversiei, şi

(ii) transfera aceste valute străine în conturile bancare ale Grupului AFD din Franţa sau din străinătate.

5.5 Orice activitate la care se face referire la articolul 5 din prezentul Acord va fi guvernată de legislația Republicii Moldova, mai ales de legislația valutară, și de angajamentele Părților privind protecția investițiilor în temeiul *Acordului din 8 septembrie 1997 dintre Guvernul Republicii Franceze și Guvernul Republicii Moldova privind promovarea și protecția reciprocă a investițiilor*, precum și angajamentele Părților privind plățile curente și circulația capitalurilor curente în temeiul *Acordului de Asociere din 27 iunie 2014 între Uniunea Europeană și Comunitatea Europeană a Energiei Atomice și Statele Membre ale acestora, pe de o parte, și Republica Moldova, pe de altă parte.*

ARTICOLUL 6 - STATUTUL FISCAL

6.1 Grupul AFD, activele și veniturile sale în Republica Moldova din activitățile acestuia descrise la articolul 3.1 din prezentul Acord vor fi scutite de toate impozitele, directe sau indirecte (inclusiv taxa pe valoarea adăugată), de la orice reținere la sursă sau taxe de orice natură, cu excepția reținerilor specificate la punctul 6.5.

6.2 Scutirile menționate la punctul 1 din prezentul articol se aplică, inter-alia :

a) oricărui impozit sau taxe, directe sau indirecte, rezultate din încheierea și implementarea acordurilor semnate în cadrul activităților Grupului AFD în temeiul articolului 3.1 din prezentul Acord;

b) salariilor și tuturor tipurilor de indemnizații plătite de către Grupul AFD angajaților acestuia care nu sunt cetățeni sau rezidenți ai Republicii Moldova cu privire la activitățile descrise la articolul 3.1 din prezentul Acord.

6.4 Nicio entitate publică care plătește dobânzi, dividende, comisioane, taxe sau orice alte sume Grupului AFD nu va fi obligată să rețină sau să deducă orice impozit sau altă sumă din sumele datorate Grupului AFD.

6.5 Entitățile private care plătesc dobânzi, dividende, comisioane, taxe sau orice alte sume către Grupul AFD în măsura prevăzută de *Convenția dintre Guvernul Republicii Moldova și Guvernul Republicii Franceze pentru evitarea dublei impuneri și prevenirea evaziunii și fraudei fiscale cu privire la impozitele pe venit* vor fi obligate să rețină orice impozit în conformitate cu prevederile prezentei Convenții. Până la intrarea în vigoare a *Convenției dintre Guvernul Republicii Moldova și Guvernul Republicii Franceze pentru evitarea dublei impuneri și prevenirea evaziunii și fraudei fiscale cu privire la impozitele pe venit*, prevederile articolului 6.1 se aplică și veniturilor Grupului AFD din activitățile sale cu entități private.

6.6 Grupul AFD va fi scutit de orice obligație de notificare fiscală în Republica Moldova cu privire la activitățile sale descrise în Articolul 3.1 din prezentul Acord.

ARTICOLUL 7 – REPREZENTANTA LOCALĂ A GRUPULUI AFD – STATUTUL SALARIATILOR

7.1 Reprezentanța Grupului AFD în Republica Moldova

a) Grupul AFD poate, fără a fi supus vreunei formalități, să deschidă una sau mai multe reprezentanțe în Chișinău (denumite în continuare „**Reprezentanța(le)**") sau în orice altă localitate în Republica Moldova în vederea exercitării activităților descrise mai jos la al doilea paragraf al prezentului alineat 7.1 a), în colaborare cu Ministerului Afacerilor Externe și Integrării Europene al Republicii Moldova.

Guvernul Republicii Moldova va facilita deschiderea și funcționarea oricărei Reprezentanțe în conformitate cu prezentul Acord. Reprezentanța(le) Grupului AFD în Republica Moldova va fi autorizată să efectueze doar identificarea proiectelor pe care Grupul AFD le poate implementa în Republica Moldova, pregătirea și negocierea documentelor legate de aceste proiecte, precum și monitorizarea implementării acestora.

În conformitate cu Articolul 4 (*Neaplicarea reglementărilor bancare Grupului AFD*) din prezentul Acord, activitățile oricărei Reprezentanțe, așa cum sunt enumerate mai sus în al doilea paragraf al acestui alineat 7.1 a), nu vor fi supuse legilor sau reglementărilor aplicabile băncilor care își desfășoară activitatea în Republica Moldova. Nici entitățile Grupului AFD și nici Reprezentanța(ele) acestuia nu vor fi considerate ca având statutul de sediu permanent în Republica Moldova în sensul reglementărilor fiscale.

b) Orice Reprezentanță va beneficia de următoarele facilități:

- scutirea de taxe vamale, de taxe și de obligația de a încasa sau de a achita astfel de taxe vamale sau impozite pe echipamente necesare activității proprii a Reprezentanței;
- scutirea de toate taxele, inclusiv, dacă este cazul, de taxa pe valoarea adăugată (sau echivalentul acesteia) la achizițiile Reprezentanței pentru activitățile proprii în Republica Moldova;
- Reprezentanța, bunurile și activele acesteia posedă imunitate contra percheziției, confiscării, rechiziției și exproprierii;
- corespondența și arhivele Reprezentanței și, în general, toate documentele aparținând acesteia sau deținute de aceasta vor fi inviolabile, iar autoritățile din Republica Moldova nu vor pătrunde în incinta Reprezentanței fără acordul prealabil al Grupului AFD;
- datoriile, creanțele sau alte obligații rezultate din contractele de credit, subvențiile sau garanțiile aprobate sau gestionate de Grupul AFD beneficiază de protecție

absolută față de orice formă de confiscare, poprire sau măsură de executare silită de orice natură efectuată împotriva Grupului AFD sau Reprezentanței(lor) acestuia.

c) Guvernul Republicii Moldova se obligă să nu naționalizeze și să nu exproprieze nicio proprietate, bun sau mijloace bănești ale Grupului AFD sau ale Reprezentanțelor acestuia și să nu întreprindă nicio acțiune care ar avea drept consecință imposibilitatea de a beneficia de aceste proprietăți, bunuri sau mijloace bănești, naționalizarea sau exproprierea acestora.

În caz că, din motive de interes general justificat, se întreprinde o astfel de măsură sau acțiune, atunci grupului AFD îi va fi acordată o compensație adecvată fără întârziere și într-o monedă liber convertibilă. Compensația financiară va fi convenită de comun acord, la prețul de piață determinat în mod independent, și acceptată de către Părți.

7.2 Personalul străin al Grupului AFD

a) Grupul AFD stabilește numărul și calificările membrilor personalului său care nu dețin cetățenia Republicii Moldova și care nu sunt titulari de vize de reședință în Republica Moldova (denumiți în continuare „**Angajații migranți**") pe care îi consideră necesari pentru buna desfășurare a Reprezentanței(lor) sale.

Grupul AFD va suporta în totalitate cheltuielile pentru salarii, indemnizații și transportul angajaților migranți. Angajații respectivi beneficiază de sisteme de asigurări sociale și pensii franceze și, prin urmare, nu vor fi supuși dispozițiilor de aceeași natură care se pot aplica în Republica Moldova. În particular, Grupul AFD nu achită contribuțiile plătite în regim normal de către angajator în cadrul ocupării forței de muncă din Republica Moldova.

b) Guvernul Republicii Moldova va facilita formalitățile de intrare, ședere, reședință, libertate de mișcare și ieșire ale angajaților migranți și ale soților, partenerilor și oricăror membri ai familiilor lor aflați în întreținerea acestora.

c) Guvernul Republicii Moldova acordă angajaților migranți și soților acestora, partenerilor și oricăror membri ai familiilor lor aflați în întreținerea acestora următoarele facilități, care nu pot depăși facilitățile acordate de Republica Moldova membrilor personalului tehnic administrativ al Misiunilor Diplomatice acreditate în Republica Moldova în baza Convenției de la Viena privind relațiile diplomatice din 1961:

- eliberarea permisului de intrare și a vizelor cu intrări multiple și eliberarea permiselor de ședere pe teritoriul Republicii Moldova, în conformitate cu prevederile cadrului legislativ privind regimul persoanelor străine în Republica Moldova;

- dreptul de a-şi importa mobilierul şi bunurile personale cu titlu gratuit când intră în funcţie prima dată în Republica Moldova;
- eliberarea oricărei autorizaţii necesare pentru transferul gratuit al bunurilor personale în sau în afara Republicii Moldova;
- eliberarea, soţului sau partenerului angajatului migrant, a unui permis de muncă valabil pentru aceeaşi perioadă ca şi viza sau permisul de intrare al angajatului migrant în cauză, care să îi permită soţului sau partenerului să lucreze în Republica Moldova, în conformitate cu prevederile cadrului legislativ privind regimul persoanelor străine în Republica Moldova.

d) Guvernul Republicii Moldova va acorda angajaţilor migranţi imunitatea de jurisdicţie pentru actele îndeplinite în exerciţiul funcţiunii acestora. Imunitatea respectivă nu îi vor scuti de jurisdicţia Părţii franceze.

7.3 Personalul Grupului AFD de cetăţenie moldovenească sau rezident în Republica Moldova

În cadrul activităţilor sale în Republica Moldova, Grupul AFD poate angaja salariaţi care sunt cetăţeni sau rezidenţi ai Republicii Moldova în conformitate cu legislaţia şi reglementările din Republica Moldova privind dreptul muncii şi securitatea socială.

Angajaţii respectivi obţin imunitate de jurisdicţie numai pentru actele îndeplinite de către aceştia în exerciţiul funcţiunii acestora.

7.4 Misiuni temporare în Republica Moldova

Pentru a-şi desfăşura activităţile în Republica Moldova, Grupul AFD poate trimite misiuni temporare în Republica Moldova sau poate mandata consultanţi în cadrul activităţilor sale.

Guvernul Republicii Moldova va întreprinde măsurile necesare pentru ca membrii misiunilor temporare să obţină, într-o perioadă scurtă de timp, avizele necesare pentru intrarea, şederea şi ieşirea lor de pe teritoriul Republicii Moldova.

În ceea ce priveşte reglementările privind imigraţia, membrii misiunilor provizorii respective deţin reglementările aplicabile personalului din misiunile instituţiilor financiare de dezvoltare internaţională care îşi desfăşoară activitatea în Republica Moldova.

Guvernul Republicii Moldova acordă membrilor misiunilor provizorii imunitatea de jurisdicţie pentru actele îndeplinite în exerciţiul funcţiunii acestora. Imunităţile respective nu îi vor scuti de jurisdicţia Părţii franceze.

ARTICOLUL 8 – IMPLEMENTAREA ACORDULUI

8.1. Pentru a facilita procedurile Grupului AFD în vederea implementării activităților sale, Republica Moldova va comunica entităților acesteia toate informațiile necesare pentru a permite implementarea integrală a prezentului Acord cu promptitudine și va întreprinde orice măsură internă necesară în acest sens.

8.2. Începând de la intrarea în vigoare a prezentului Acord, Grupul AFD poate prezenta Acordul în cauză, fie prin referință, fie prin copie, în fața oricărei autorități, funcționar și, în general, în fața oricărei autorități publice a Republicii Moldova. Pentru a permite beneficiarilor de finanțare de la orice entitate a Grupului AFD sau co-contractanților săi să solicite implementarea drepturilor cuprinse în prezentul Acord, Grupul AFD poate prezenta o copie a prezentului Acord acestor beneficiari sau co-contractanți pentru ca aceștia să o poată prezenta în fața autorităților în cauză.

8.3. Grupul AFD susține principiile cooperării eficiente pentru dezvoltare, inclusiv utilizarea, în măsura posibilității, a sistemelor și instituțiilor naționale ale țării beneficiare, în vederea implementării asistenței sale acordate Republicii Moldova.

Pentru a valorifica cât mai bine resursele disponibile, Părțile se străduiesc să pună în aplicare orice asistență în strânsă cooperare și coordonare cu alte țări donatoare, finanțatori internaționali și instituții financiare internaționale, în conformitate cu principiile internaționale de eficacitate a asistenței.

Pentru asistența acordată de Grupul AFD în Republica Moldova, în afara sectorului public al Țării Beneficiare, Grupul AFD va informa autoritățile Republicii Moldova cu privire la volumul și obiectivele cooperării respective.

ARTICOLUL 9 – INTRAREA ÎN VIGOARE, DURATA, DENUNȚAREA ȘI MODIFICAREA

9.1 Intrarea în vigoare

Fiecare Parte notifică celeilalte Părți, în scris, finalizarea procedurilor naționale necesare cu privire la intrarea în vigoare a prezentului Acord, care va intra în vigoare în prima zi a celei de-a doua luni după ziua primirii ultimei notificări.

Imediat după intrarea în vigoare a prezentului Acord, Guvernul Republicii Moldova va purcede, în conformitate cu articolul 102 din Carta Națiunilor Unite, la înregistrarea prezentului Acord la Secretariatul Națiunilor Unite. Guvernul Republicii Franceze va fi informat despre această înregistrare prin transmiterea numărului de înregistrare al

Națiunilor Unite de îndată ce va fi primită confirmarea de la Secretariatul Națiunilor Unite.

Prezentul Acord se aplică contractelor aflate în derulare încheiate de orice entitate a Grupului AFD din Republica Moldova.

9.2 Modificarea prezentului Acord

Părțile pot modifica prezentul Acord în orice moment, în scris, de comun acord. Orice modificare va intra în vigoare după îndeplinirea de către fiecare Parte a procedurilor interne necesare pentru aceasta și va face parte integrantă a prezentului Acord.

9.3 Soluționarea litigiilor

Orice litigiu între Părți care decurge din interpretarea sau implementarea prezentului Acord va fi soluționat amiabil prin negocieri direct între Părți, pe căi diplomatice.

9.4 Durata și denunțarea

Prezentul Acord se încheie pe o perioadă nedeterminată. Acesta poate fi denunțat în orice moment de către oricare dintre Părți printr-o notificare scrisă cu șase (6) luni înainte, transmisă prin canale diplomatice celeilalte Părți. În acest caz, Acordul încetează să se aplice în termen de șase (6) luni de la data recepționării notificării. Denunțarea prezentului Acord nu va afecta contractele în derulare încheiate în perioada în care prezentul Acord a fost în vigoare.

Întocmit la Chișinău, la data de 15 iunie 2022, în două exemplare originale, în limbile română și franceză, ambele versiuni fiind autentice în egală măsură.

Pentru Guvernul Republicii Moldova	Pentru Guvernul Republicii Franceze
Nicolae POPESCU Viceprim-Ministru, Ministrul Afacerilor Externe și Integrării Europene	**Catherine COLONNA** Ministra pentru Europa și Afaceri Externe